

Résumés

Et si l'Afrique refusait le marché ?

Éditorial

L'Afrique, victime de la mondialisation

Les indicateurs démographiques, économiques et sociaux concernant l'Afrique confirment les afro-pessimistes dans leurs convictions. Trois modèles d'analyse essaient d'interpréter cette situation : celui qui privilégie la destruction culturelle et la méconnaissance de l'identité, celui qui, au contraire, souligne le manque de «modernité» caractérisant le continent et celui qui met en valeur le rapport inégal et destructeur entre un Occident colonisateur et les peuples africains. Aucune des ces positions ne peut satisfaire le besoin d'explication nécessaire pour aboutir à des solutions. Or, certains prônent une plus grande insertion de l'Afrique dans la mondialisation, alors que ce processus n'a jamais cessé de caractériser le continent et d'être un facteur clé de sa fragilisation. C'est le cas notamment de la décomposition de l'État face aux pouvoirs économiques extérieurs. Pour s'orienter vers un avenir différent, il faut d'abord lever les obstacles à un rétablissement des équilibres en Afrique, en créant les conditions d'un autre rapport avec le reste des économies du monde. Cela permettra alors de répondre aux besoins locaux selon des solutions démocratiquement concertées.

L'économie politique de l'Afrique et la mondialisation

Samir Amin

D'aucuns attribuent la faillite du continent africain à sa faible intégration au système économique mondial en vigueur. Nul doute qu'une telle appréciation repose sur une lecture quelque peu hâtive des mécanismes régissant cet ancrage. En effet, le continent noir est, depuis le XVI^e siècle, intégré au système capitaliste dominant, entre autres choses, comme pourvoyeur de main-d'oeuvre - notamment à travers le trafic d'esclaves - et de matières premières - au travers du commerce des produits tropicaux et l'exploitation des ressources minières. Et donc, sa situation actuelle s'avère, pour l'essentiel, une conséquence de la logique structurante de ce système. Reposant sur le paradoxe du repli sur soi et de l'ouverture, l'économie capitaliste développe une structure asymétrique dans laquelle le centre cumule davantage de richesses au détriment de la périphérie qui, malgré son insertion au dit système et peut-être même à cause de cela, s'appauvrit de plus en plus. En ce sens, du fait d'appartenir à la périphérie et malgré sa contribution séculaire à l'économie mondiale, l'Afrique affiche une balance déficitaire dont les conséquences sont plutôt désastreuses. Un sursaut pour la renaissance du continent est donc indispensable.

Les dimensions politiques de la situation de l'Afrique dans le système mondial

Georges Nzongola-Ntalaja

Dans son intégration au système mondial actuel, l'Afrique fait figure de continent en crise ; une crise multidimensionnelle dont la faillite de l'État est un des aspects visibles. Malgré l'indépendance

acquise, bon nombre d'États africains sont restés fidèles aux intérêts de la métropole, plus enclins à répondre aux exigences des grandes puissances mondiales et des institutions financières internationales qu'à satisfaire les aspirations de leur peuple pour le bien-être, la démocratie et la souveraineté. Une telle situation ne peut être qu'un foyer de pauvreté, de conflits et de violences : guerres ethniques, rébellions et mutineries, insurrections populaires, lutte pour le contrôle des ressources, etc. Face à cette situation, il est temps, pour les leaders africains, de dépasser la notion de l'État héritée de la colonisation, c'est-à-dire de réhabiliter le pouvoir de l'État dans ses dimensions redistributives et démocratiques. La réussite d'une telle initiative demande une lecture attentive de l'histoire du peuple, surtout une mise en pratique des valeurs instigatrices de ses luttes pour la libération : la recherche de l'unité et de la l'intégration nationales, la souveraineté, la lutte contre la dictature et la corruption.

La dimension panafricaniste du défi à la mondialisation néolibérale

Bernard Founou-Tchuigoua

Depuis longtemps, l'idée d'un État-Afrique fascine bon nombre de leaders africains. Entre autres, Kwame Nkrumah et Cheikh Anta Diop l'ont exprimée sous le concept de panafricanisme et en ont fait leur cheval de bataille, aussi bien dans la lutte contre l'impérialisme que pour l'indépendance des peuples d'Afrique, la réhabilitation de leurs valeurs et cultures. Aujourd'hui, suite aux profondes restructurations qu'elle impose, la mondialisation suscite la question de la pertinence d'un tel projet. Faut-il, pour une meilleure intégration de l'Afrique au système économique dominant, régionaliser ce continent ou bien en faire un méga-État, à même d'affronter économiquement et politiquement les grandes puissances mondiales ? Pour bien des progressistes africains, le continent a besoin d'unifier ses forces pour sortir de la crise actuelle. Le panafricanisme est donc plus qu'une nécessité. Pour y parvenir, il convient non seulement d'éviter les erreurs du passé et les pièges du néolibéralisme en vigueur, mais aussi d'élaborer des stratégies constructives visant la reconnaissance de l'Africain en tant qu'être humain, la fin des guerres qui ravagent le continent et leurs différentes ramifications, l'élaboration d'un schéma alternatif de développement (régional autocentré), la promotion de l'éducation, le développement d'un nouveau concept d'État responsable devant ses citoyens et une meilleure redistribution des richesses nationales.

L'Afrique dans le dialogue Nord-Sud

Makhtar Diouf

Malgré ses crises et vicissitudes, le continent africain est bien ancré dans la dynamique de la coopération Nord-Sud. Toutefois, les règles du jeu de cette coopération semblent être fixées unilatéralement par les partenaires du Nord et souvent au détriment de ceux du Sud. Les termes des différents accords signés soit dans le cadre de l'Union européenne ou du *Commonwealth* et de la francophonie, soit dans les marges du partenariat avec les États-Unis ou le Japon illustrent bien cette tendance. Loin de se limiter aux échanges économiques, la coopération Nord-Sud implique aussi une réflexion commune sur les idées de démocratie, de bonne gouvernance, de respect des droits de l'homme, de genre, de lutte contre la corruption, etc. Il s'agit là d'un complément nécessaire qui, dans certaines circonstances, est présenté comme une condition *sine qua non* de la coopération. En tout état de cause, l'influence du Nord s'avère plus que jamais déterminante. Se pose donc la question de la marge d'action et d'expression des pays du Sud, en particulier de l'Afrique, dans le contexte actuel du dialogue Nord-Sud. Dans quelle mesure les pays africains vont-ils s'y conformer et quel sera l'avenir d'une telle coopération ? D'où l'urgence, pour l'Afrique, d'entamer non seulement une révision des différents accords passés mais aussi une véritable réflexion prospective sur la part qui lui revient dans ce dialogue.

L'euro et le dollar : les défis pour l'Afrique

Sams Dine Sy

La relation entre les monnaies fortes, en l'occurrence le dollar et l'euro, affecte énormément les économies et monnaies africaines, les marchés financiers régionaux et les institutions monétaires. Ces effets varient selon que l'économie du pays concerné est liée au dollar ou à l'euro ; ils sont aussi fonction de la nature et de l'importance des produits de base du dit pays sur le marché mondial. Toutefois, en raison de leur présence concomitante sur le continent, le dollar et l'euro posent aux pays africains quelques questions spécifiques : la concurrence entre ces deux monnaies va-t-elle permettre la création d'un système monétaire plus équilibré, voire polycentrique ? Les pays africains vont-ils connaître le même sort que les économies émergentes en cours de dollarisation ? Eu égard à l'influence du dollar sur le marché mondial, dans quelle mesure l'ancrage entre l'euro et la zone franc CFA est-il soutenable ? Sur quelle base monétaire - le dollar ou l'euro - la réalisation du projet d'intégration monétaire de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) est-elle envisageable ? Si la réponse à ces questions est fonction de l'évolution des circonstances au niveau mondial, des négociations avec les institutions financières internationales, elle dépend aussi de l'ingéniosité des peuples d'Afrique.

Renaissance africaine, panafricanisme et unité africaine

Amady Aly Dieng

Le thème de la renaissance africaine est actuellement en vogue. Contrairement aux apparences, il ne s'agit pas d'une idée nouvelle : d'aucuns en situent la genèse dans la lutte d'émancipation des Noirs américains. Sa diffusion sur le continent africain s'est faite au gré des balbutiements de l'histoire des peuples d'Afrique, fragilisés par l'esclavage, écrasés par la colonisation et désemparés par les dictatures et la mondialisation en cours. Ce qui en explique les différentes connotations et accents. Cheikh Anta Diop parle de renaissance africaine en termes d'unité culturelle ou plutôt linguistique, tandis que Léopold Sédar Senghor insiste sur la négritude. Pour sa part, Kwame Nkrumah voit dans une telle préoccupation l'occasion de promouvoir l'unité politique du continent africain : le panafricanisme. La création de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) en 1963 lui fauche l'herbe sous le pied. Malgré ses inerties et contradictions, l'OUA sert de cadre de références à l'ensemble des pays africains. C'est à partir de cette organisation qu'a été relancé le projet d'intégration africaine par le président libyen, Mu'hammar al-Kadhafi. À peine sortie de l'apartheid, sous la houlette de l'*African National Congress*, en particulier de Nelson Mandela et Thabo Mbeki, l'Afrique du Sud fait de l'*African Renaissance* son cheval de bataille. Elle y voit plutôt une politique de réconciliation et de reconstruction aussi bien au plan national que continental.

Les nouveaux mouvements sociaux africains et les limites de leur politique

Kwame A. Ninsin

Depuis une vingtaine d'années, l'Afrique connaît une résurgence des mouvements sociaux. D'abord préoccupés par la lutte pour l'émancipation et la modernisation du continent, ces mouvements se sont rapidement confrontés aux différents défis qu'affronte le peuple africain : la lutte pour la terre, la question du genre, le respect des droits humains et la démocratie et, ces derniers temps, le rôle de l'État dans le contexte actuel de la globalisation. Ce qui leur ouvre de nouveaux horizons d'engagements tels que la lutte pour la participation citoyenne, la critique des institutions publiques, la remise en cause du rôle des institutions financières internationales dans le destin actuel des pays africains, etc. Par-delà leur dynamisme avéré, les nouveaux mouvements sociaux sont hétéroclites et réformateurs, en ce sens que, traversés par des intérêts de classe divergents, ils ne peuvent assumer une transformation structurelle et radicale de la société africaine. Toutefois, pour d'aucuns, leur action est un prélude à une telle fin.

Le financement du développement et ses alternatives : le rôle des mouvements sociaux et politiques

Demba Moussa Dembélé

Comme partout ailleurs, le développement est en crise en Afrique. Pour d'aucuns, cette situation s'explique par le manque de financement récurrent ou plutôt par l'absence de généreuses sources de financement extérieur. Il s'agit là d'un argument manipulé par les bailleurs de fonds ainsi que par ceux qui, d'une façon ou d'une autre, entendent garder une main-mise sur le continent africain et sur l'ensemble des pays du Tiers Monde. Une telle argumentation est fondamentalement un leurre car le développement n'est pas, en soi, une question d'argent mais un problème de choix de paradigmes d'organisation et de gestion sociale, économique et politique. L'Afrique doit se défaire des schémas traditionnels de développement qui, imposés de l'extérieur, l'ont conduite à l'impasse sinon à la dépendance vis-à-vis de ses créanciers. Elle doit, pour ce faire, compter sur ses propres forces. En d'autres termes, le continent africain doit valoriser au maximum ses potentialités humaines, naturelles et économiques. A cet effet, plusieurs alternatives sont souhaitables. Il s'agirait, entre autres, de favoriser la participation démocratique et la transparence de la gestion de la chose publique, d'instaurer des systèmes de taxation sur les revenus et les transactions financières, d'encourager l'épargne, dans leurs pays d'origine, des Africains de la diaspora. Dans un tel contexte, trouve sens et pertinence la lutte des mouvements sociaux.

Les stratégies d'auto-insertion des femmes dans la mondialisation économique

Fatou Sarr

Ankylosées par la tradition ou victimes de la répression masculine, les femmes africaines ont davantage conscience de leur force sociale, économique et politique. De plus en plus, elles s'affirment comme «sujet» de leur histoire et actrices incontournables du développement du continent africain. Au Sénégal, par exemple, une telle prise de conscience s'est réalisée sur base de l'esprit de solidarité entre femmes et de la créativité dans la recherche de solutions adéquates aux questions de survie familiale. Au-delà de l'apparition de courants théoriques divers, tels que l'Intégration des femmes au développement (IFD) et le Genre et développement (GED), différentes organisations informelles ont vu le jour pour seconder l'effort des femmes africaines. Les tontines et autres initiatives semblables ont ici leur explication. Par ailleurs, il convient de signaler l'absence d'équilibre entre le succès avéré des femmes africaines sur le plan économique et leur faible insertion dans le champ politique. Plus qu'un rappel du fait que le travail de conscientisation est une oeuvre multidimensionnelle et de longue haleine, un tel déséquilibre met en lumière la nécessité de convergence des différents mouvements sociaux, en particulier ceux concernés par l'action féminine.